Projet de règlement grand-ducal

concernant la composition, l'organisation et le fonctionnement du groupe de travail chargé de l'élaboration du projet du Parc Naturel de la région « Mëllerdall ».

Avis du Conseil d'Etat

(22 septembre 2009)

Par dépêche du Premier Ministre, Ministre d'Etat du 6 mars 2009, le Conseil d'Etat a été saisi du projet de règlement grand-ducal sous objet.

Au texte du projet de règlement grand-ducal proprement dit, élaboré par le ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire, étaient joints un exposé des motifs et un commentaire des articles.

*

Le programme « LEADER + Mullerthal » (2007-2013) prévoit entre autres la création d'un parc naturel dans la région du Mullerthal. Quatorze communes territorialement concernées ont décidé de participer à l'élaboration du projet d'un tel parc dans le cadre d'un nouveau syndicat intercommunal, le « Syndicat pour la création d'un Parc Naturel dans la région du Mullerthal », en abrégé « Syndicat Mullerthal ». Le projet d'arrêté grand-ducal autorisant la constitution de ce syndicat a d'ailleurs fait l'objet, conformément à la loi du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes, d'un autre avis du Conseil d'Etat adopté en date de ce jour (réf. CE 48.360).

Aux termes de la loi du 10 août 1993 relative aux parcs naturels, l'initiative pour la création d'un tel parc doit venir de l'Etat ou d'une ou de plusieurs communes, syndiquées ou non. Cette initiative est suivie de l'institution d'un groupe de travail mixte composé de représentants étatiques et communaux. Ce groupe de travail a pour mission d'élaborer d'abord une étude préparatoire et ensuite, après consultation de la population ainsi que du Conseil supérieur de l'aménagement du territoire et du Conseil supérieur pour la protection de la nature en ce qui concerne cette première étude, une étude détaillée permettant la mise au point d'un règlement grand-ducal sur les objectifs, la délimitation et la gestion du parc naturel à créer.

La composition, l'organisation et le fonctionnement du groupe de travail en question sont, selon l'article 5 de la loi précitée, réglés dans un règlement grand-ducal.

*

Examen des articles

Intitulé

Pour des raisons de concordance terminologique avec le nom du syndicat des communes initiatrices du projet de parc naturel à élaborer, le Conseil d'Etat propose de remplacer le terme « Möllerdall » employé dans l'intitulé par sa traduction « Mullerthal ».

Préambule

Le Conseil d'Etat fait remarquer que les auteurs ont omis de compléter le texte du projet par un préambule qui, outre la formule de suscription, devra faire état de la base légale constituée par la loi précitée du 10 août 1993 ainsi que des exigences procédurales prévues pour l'adoption des règlements grand-ducaux, ayant trait à la consultation du Conseil d'Etat, indiquant les ministres proposant et mentionnant l'approbation du projet de règlement grand-ducal dans le cadre d'une délibération du Gouvernement en conseil.

En ce qui concerne les ministres proposant, il y a lieu d'énumérer l'ensemble des membres du Gouvernement ayant le droit de proposer un ou plusieurs délégués composant le groupe de travail, tout en veillant à une mention correcte des compétences ministérielles visées, conforme à l'arrêté grand-ducal du 23 juillet 2009 portant attribution des compétences ministérielles aux membres du Gouvernement.

Article 1^{er}

Sans observation.

Article 2

Le Conseil d'Etat propose de préciser que, pour ce qui est des délégués communaux, il s'agit de ceux « représentant les communes membres du Syndicat pour la création d'un Parc Naturel dans la région du Mullerthal ».

Article 3

Le Conseil d'Etat ne voit pas l'intérêt d'assurer au membre du Gouvernement ayant l'Agriculture et le Développement rural dans ses attributions une représentation double au sein du groupe de travail.

Par contre, l'intérêt de veiller à une desserte optimale par les transports publics des localités et sites du parc naturel à créer pourrait justifier la présence d'un représentant du département des Transports relevant dorénavant du nouveau ministère du Développement durable et des Infrastructures.

Le Conseil d'Etat note par ailleurs que le règlement en projet fait abstraction, contrairement au règlement grand-ducal modifié du 27 janvier 1997 concernant la composition, l'organisation et le fonctionnement du groupe de travail chargé de l'élaboration du projet de parc naturel de l'Our, des conditions de désignation des membres du groupe de travail représentant les communes.

Il propose de prévoir dans un deuxième alinéa que soit les quatorze délégués communaux sont désignés individuellement par chaque commune membre du « Syndicat Mullerthal » soit qu'il revient audit syndicat de procéder à cette désignation, le cas échéant, en respectant le principe d'un délégué par commune membre.

Article 4

Sans observation, sauf l'utilité de compléter l'alinéa 1^{er} *in fine* par les mots « ... ci-après dénommé le ministre ».

Article 5

Tout en notant que le texte de cet article est repris textuellement du règlement précité du 22 janvier 1997, le Conseil d'Etat se demande quelle pourra être l'utilité de distinguer entre les propositions et les suggestions formulées par le groupe de travail à l'adresse du ministre.

A son avis, le texte pourrait se limiter à dire: « ... transmet au ministre les avis et les propositions du groupe de travail ».

Article 6

De l'avis du Conseil d'Etat, il convient de faire approuver par le ministre le règlement d'ordre intérieur que le groupe de travail peut élaborer et de compléter en conséquence l'alinéa 1^{er} par: « ... à approuver par le ministre ».

L'alinéa 2 semble superfétatoire dans la mesure où la question évoquée compte précisément parmi les points à régler par ledit règlement d'ordre intérieur.

Article 7

Selon l'article 11 de la loi précitée du 10 août 1993, l'objet du règlement grand-ducal à intervenir n'est pas de créer un parc naturel mais de déclarer parc naturel la région retenue pour revêtir cette qualité.

Par ailleurs, il échet d'assurer la concordance de la terminologie utilisée pour désigner la région visée dans l'ensemble des textes à émettre en la matière. Le Conseil d'Etat renvoie à ce sujet à son observation à l'endroit de l'intitulé.

Il propose en conséquence de rédiger comme suit l'article 7:

« **Art. 7.** Le mandat du groupe de travail se termine le jour de l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal portant déclaration de la région du Mullerthal comme parc naturel. »

Article 8

Il convient de charger de l'exécution du règlement grand-ducal en projet l'ensemble des ministres proposant repris au préambule, tout en veillant à les désigner conformément à la dénomination de leurs ressorts résultant de l'arrêté grand-ducal du 23 juillet 2009 précité.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 22 septembre 2009.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Président,

s. Alain Meyer